Voltaire

réseau voltaire.net

magazine quotidien d'analyses internationales

TEXAS

Chevron-Texaco, premier mécène de la vie politique états-unienne



Après avoir fait fortune en soutenant le général Franco pendant la guerre d'espagne et la Seconde Guerre mondiale, puis en se taillant la part du lion des gisements saoudiens, ChevronTexaco est devenue l'un des quatre plus grandes compagnies pétrolières mondiales. C'est aussi le premier contributeur des partis politiques aux États-Unis. La firme veille à ce que la pensée stratégique de la Maison-Blanche corresponde toujours à ses intérêts, ainsi a-t-elle sponsorisé des études appelant à l'invasion de l'Irak, avant de prendre le contrôle de ses champs pétroliers.

page 2

La révolution des tulipes en question

TRIBUNES LIBRES

Au Kirghizistan vient de commencer ce que certains qualifient de « révolution des tulipes », en référence aux autres « révolutions colorées » organisées par la NED/CIA. Toutefois, cette « révolution » ressemble bien plus à un putsch classique qu'à la forme employée en Géorgie et en Ukraine et s'appuie sur des divisions ethniques fortes.

page 8

REPÈRE : 24 MARS 1989 Exxon Valdez, symbole du cynisme des multinationales

En Alaska, en pleine tempête, le capitaine du pétrolier Exxon Valdez est à la barre depuis près de 70 heures, son équipage ayant été réduit pour diminuer les coûts. Il se tient chaud en sirotant de la vodka et ne se rend pas compte que son bateau dérive et finit par s'échouer sur un récif clairement indiqué. Alors que 40 millions de litres de pétrole s'écoulent dans la baie, le mauvais temps rend les barrages flottants inopérants et le vent pousse la marée noire vers la réserve naturelle du Prince William. Les Garde-Côtes US proposent alors de larguer des bombes incendiaires afin de mettre le feu à la cargaison et en brûler le maximum, avant qu'il n'atteigne les côtes. Exxon refuse, ne voulant pas perdre le bateau « pour sauver une douzaine de phoques ». La marée noire sera la pire de l'histoire des USA ravageant économiquement la région et tuant plus de 300 000 oiseaux, phoques et baleines. Exxon multipliera les procédures juridiques pour ne pas avoir à payer des dédommagements et ce n'est que 15 ans plus tard, en 2004, qu'un tribunal condamnera la société à payer 4,5 milliards de dollars... mais Exxon a fait appel. Le pétrolier, renfloué, est, lui toujours en service.



ZIMBABWE : LES DANGERS D'UNE « RÉVOLUTION » COLORÉE

Tout est prêt pour une nouvelle « révolution » colorée au Zimbabwe, à l'occasion des prochaines élections législatives. Les États-Unis sont résolus à faire tomber le président Robert Mugabe, non parce qu'il est autoritaire, mais parce qu'il incarne la lutte contre le colonialisme et préconise une forme de socialisme. Le Saint-Siège aurait donné son accord pour faire jouer un rôle central à Mgr Pius Ncube. La population, soumise à 127 % d'inflation, à un chômage de masse et un début de famine, est mûre pour n'importe quel changement.

Cependant, selon nos sources, à Washington, le Conseil de sécurité national hésiterait à donner le feu vert de l'opération. En effet, le scénario prévoit, comme en Ukraine, de payer et de nourrir des manifestants pour occuper le centre de la capitale, mais cette logistique pourrait attirer des millions de ruraux souffrant de la faim et déboucher sur une situation incontrôlable. ■

FOCUS

Texas

Chevron-Texaco, premier mécène de la vie politique états-unienne

Après avoir fait fortune en soutenant le général Franco pendant la guerre d'espagne et la Seconde Guerre mondiale, puis en se taillant la part du lion des gisements saoudiens, ChevronTexaco est devenue l'un des quatre plus grandes compagnies pétrolières mondiales. C'est aussi le premier contributeur des partis politiques aux États-Unis. La firme veille à ce que la pensée stratégique de la Maison-Blanche corresponde toujours à ses intérêts, ainsi a-t-elle sponsorisé des études appelant à l'invasion de l'Irak, avant de prendre le contrôle de ses champs pétroliers.



En 1901, dans les wagons de la ruée vers le pétrole de Spindletop au Texas, figure un homme robuste et endurci, Joseph Cullinan, fils d'immigré ayant fuit la grande famine irlandaise de 1848. Travaillant depuis 20 ans pour la Standard Oil / future Exxon-Mobil de Rockefeller, il bénéficie de son aide discrète pour y monter la Texas Fuel Company avec 50 000 dollars de capital initial. Il trouve un associé en la personne d'un newyorkais, Arnold Schlaet, issu du commerce du cuir et plus adroit que lui dans le monde des affaires. Ensemble, ils

rebaptisent bientôt la société qui devient la Texas Company, nom qui simplifié en trois syllabes deviendra ensuite Texaco. Elle prospère en revendant le pétrole de Spindletop aux planteurs de canne à sucre du Sud, qui y voient une bonne alternative aux esclaves, ainsi qu'à la Standard dans l'Est du pays.

En 1904, la compagnie produit près de 5 % de tout le pétrole états-unien, et dans les années qui suivent elle réussit à diversifier ses sources d'approvisionnement pour échapper à la guerre des prix de Rockefeller. Texaco s'établit finalement à Houston, capitale du pétrole, où trône toujours son siège, un immeuble de treize étages décoré de l'étoile du Texas.

À mesure que la compagnie croît, les tensions entre les hommes d'action de Houston et les spéculateurs de New York se font plus palpables. Arnold Schlaet reproche à Cullinan son caractère autocratique ainsi que son manque de considération pour le rôle des financiers. Il se voit reprocher lui-même par Cullinan de rejeter toutes les initiatives texanes. La rupture est consommée lorsqu'en 1913 Schlaet dépêche une cohorte d'actionnaires à Houston pour mettre Cullinan en minorité, et c'est Elgood Lufkin, un homme de l'Est du pays, plus souple que Schlaet cependant et diplômé du Massachusets Institute of Technology, qui prend la tête de la firme. Cullinan, l'Irlandais rustre, laissera à Houston le souvenir d'un pionnier solitaire qui, aux commandes de sa nouvelle compagnie, faisait flotter le pavillon noir sur le Petroleum Building en signe « d'avertissement aux privilèges et à l'oppression » [1]. Toujours est-il que Texaco gagne, notamment grâce à ses tankers rapidement mis à flot, sa place parmi les « Sept sœurs » qui suite à la Première Guerre mondiale définiront les règles du jeu international en matière d'extraction, transport, transformation et commercialisation du pétrole.

Chevron, de son côté, tombe rapidement dans l'orbite Rockefeller après ses débuts en tant que Pacific Coast Oil Co., près de Los Angeles (Californie), vers 1880. Standard Oil l'absorbe en effet lors de son expansion-éclair de la fin du 19ème siècle, pour finalement la « recracher » sous la forme de Standard Oil of California (SOCAL) lors du démantèlement fédéral du monopole de Rockefeller en 1911 [2]. Elle n'en restera pas moins dans le giron du magnat du pétrole, qui met au point son système de trust décentralisé afin de maintenir son hégémonie. Cependant c'est la branche du New Jersey, future Exxon, qui se taillera la part belle, la SOCAL se contentant de vivoter confortablement.



Torkild Rieber faisant la couverture de Time en 1936

Les destins des deux compagnies convergent pour la première fois en Arabie saoudite : un ancien protégé de Cullinan arrivé à la tête de Texaco, Torkild Rieber, unit ses forces avec celles de la Socal. Celle-ci vient d'obtenir de larges concessions au Bahreïn, pour s'installer dans le royaume au détriment des compagnies françaises, anglaises et des autres compagnies états-uniennes alors bridées par un accord limitant leur expansion. Ainsi naît la compagnie arabo-états-unienne, qui adoptera le nom d'Aramco en 1944, à laquelle Exxon et Mobil s'intègreront en 1948, compte tenu de l'étendue des gisements. Elles s'empressent

bien entendu de fermer la porte aux suivants, geste dont elles se féliciteront en constatant qu'elles viennent de prendre le contrôle des plus gros gisements de la planète. C'est donc sous le regard bienveillant et les généreuses offrandes de Socal et Texaco, future Chevron-Texaco, que le souverain d'Arabie ouvre pour la première fois les vannes du royaume en 1939.

La ville nouvelle de Dhahran, construite à l'emplacement du premier gisement découvert dans le pays, restera un symbole de la richesse soudaine qui permet en un clin d'œil au désert d'être transformé en luxuriante cité. L'État saoudien va racheter progressivement les parts états-uniennes d'Aramco, jusqu'à en



Dhahran City

prendre le contrôle total en 1980 pour la rebaptiser ensuite Saudi Arabian Oil Company, ou Saudi Aramco, nom qu'elle porte toujours actuellement.

Mais les premiers faits d'armes notoires du tandem sont le fait de la Texaco de Rieber qui, en 1937, détourne la route de ses pétroliers destinés à la Belgique, pour aller soutenir l'effort de guerre franquiste contre l'avis même du président Roosevelt. Ce dernier réagit violemment à ce non respect de la loi sur la neutralité en menaçant Rieber de poursuites pour « conspiration », ce qui ne l'empêche pas de continuer les livraisons vers l'Espagne via l'Italie, pour un montant total de 6 millions de dollars de l'époque, payables à crédit après la guerre.

Ce fut là un atout essentiel pour la victoire franquiste, ainsi que pour le maintien du régime lors de la défaite de ses alliés nazis.

Pourtant Rieber ne se contente pas de cela ; il noue des contacts avec les principaux chefs nazis et leur livre du pétrole colombien, acheminé jusqu'à ses tankers par un oléoduc de 400 kilomètres qu'il a fait construire contre vents et marées. Après le début de la guerre, le blocus imposé à l'Allemagne nazie le contraint, pour poursuivre ses livraisons, à faire accoster ses tankers dans des ports neutres et à négocier directement avec Goering un moyen de paiement qui évite tout versement d'argent. Goering lui propose donc le payer en pétroliers, mais demande en contrepartie, en plus du pétrole, son soutien diplomatique. Le patron de Texaco se fait donc émissaire de Goering en allant trouver Roosevelt pour lui exposer le « plan de paix » visant en fait à désarmer la Grande-Bretagne et la mettre à genoux face à l'Allemagne, en argumentant qu'elle est de toute manière au bord de la reddition. De plus, Texaco finance la communication des nazis auprès des industriels états-uniens en entretenant aux États-Unis le Dr Gerhardt Westrick, officiellement l'avocat chargé de la représenter, mais en réalité chargé de dissuader les industriels états-uniens de livrer du matériel militaire au Royaume-Uni. Pendant ce temps Niko Bensmann, le représentant de Texaco en Allemagne mais également agent secret de haut vol, se charge de fournir aux nazis de précieux documents sur la production militaire états-unienne.

Mais le scandale vient gâcher les affaires lorsque le chef des services secrets britanniques à New York, William Stephenson, révèle le pot aux roses dans le *New York Herald Tribune*, le 12 août 1940. L'action de la société tombe en flèche et Rieber doit finalement se retirer. Il n'en deviendra pas moins, deux ans plus tard, pdg des chantiers navals de la South Carolina Shipbuilding and Dry

Docks, pour superviser la construction de plus de 10 millions de dollars de commandes gouvernementales en navires de guerre [3]. Au même moment Texaco, pour se blanchir, se lance dans le mécénat en finançant les retransmissions radiophoniques hebdomadaires du Metropolitan Opera, activité qu'elle n'a pas abandonné depuis.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'association Socal-Texaco fera des merveilles. D'autant qu'avec le premier déplacement du centre de gravité pétrolier vers le Moyen-Orient, Roosevelt déclare le pétrole saoudien d'intérêt stratégique national et projette la construction d'un oléoduc de 1600 km pour acheminer le précieux liquide jusqu'à la méditerranée, ce qui réduirait grandement les coûts de transport des exploitants. Finalement, les obstacles politiques au projet gouvernemental étant trop importants, ce sont les compagnies qui construisent péniblement, au gré du conflit israélo-arabe, le projet qui s'étend depuis les gisements saoudiens, en passant par la Syrie, jusqu'au port Libanais de Sidon où les pétroliers de la Méditerranée chargent leur cargaison.

Au début des années 70, la moitié du pétrole produit par Socal l'est en Arabie Saoudite, et elle produit environ 8 % du pétrole mondial. Texaco, qui produit autant au Moyen-Orient mais davantage aux États-Unis, s'arroge près de 10 % de la production mondiale. C'est le début des ennuis pour Socal et Texaco, qui ne voient pas arriver la montée en puissance de l'OPEP, l'explosion de la demande dans les pays occidentaux et finalement la crise provoquée par la décision de l'OPEP de ne plus tenir compte de l'avis des compagnies pour fixer les prix, puis leurs hausses subséquentes sur décision concertée des pays arabes.

Quand, privées du contrôle dont elles jouissaient auparavant sur les gisements du Moyen-Orient et devant assurer un approvisionnement bon marché aux consommateurs, les majors du pétrole se tournent massivement vers la Mer du Nord et le Golfe du Mexique, Socal et Texaco ont du mal à s'imposer dans la course. C'est probablement ce qui explique leur acharnement à dépouiller ensuite sauvagement des pays comme l'Équateur ou le Nigeria de leurs ressources, dans un mépris insultant du bien-être des populations et de l'environnement.

Des activités criminelles à l'étranger

Au Nigeria, en plus d'avoir largement attisé la guerre civile par le financement de factions armées en échange de concessions, les deux compagnies récemment fusionnées sous le nom de Chevron-Texaco font actuellement vivre un véritable enfer à des gens qui pour la plupart n'ont pas de quoi s'acheter une mobylette. L'initiative Chevron-Toxico, qui vise à dénoncer ces agissements, présente leur situation en ces termes : « Imaginez que vous vivez avec un pipeline traversant votre cour, et celle de vos voisins. Imaginez qu'au bout de ce tuyau, à moins de 300 mètres de votre maison, brûle un feu. Un feu qui s'élève à plus de 60 mètres dans le ciel, brûlant 24 heures par jour, sept jours par semaine. Imaginez que ce feu fait rage depuis 40 ans. Imaginez que ce feu donne de l'asthme à vos enfants et ceux de vos voisins. Imaginez que depuis que ces feux ont commencé, vous avez remarqué plus d'aveugles, de déformations de

naissance, maladies de peau et cancers dans votre communauté. Imaginez que lorsqu'il pleut, la pluie perce un trou dans votre toit. Imaginez un bruit assourdissant et constant, comme celui d'un avion de ligne, en provenance du feu. Imaginez la fumée, la suie, l'odeur pourrie du souffre et autres composants chimiques. Imaginez-vous en train d'essayer de faire pousser des légumes dans votre jardin arrosé par les pluies acides ou en train de pêcher dans les rivières polluées. Imaginez-vous vivre sans nuits.

Maintenant, imaginez qu'à l'autre bout du monde des hommes riches se font de l'argent grâce à ce feu - beaucoup d'argent. » Le torchage du gaz naturel qui est extrait en même temps que le pétrole, en plus du gaspillage qu'il représente, est donc loin d'être inoffensif, mais son collectage n'est pas économique pour l'instant. Ainsi, 20 % du torchage de gaz dans le monde est effectué au Nigeria, où 75 % du gaz extrait est torché, alors qu'aux États-Unis c'est le cas pour seulement 0,05 % du gaz. Des mouvements populaires ont protesté contre l'impunité dont jouissent les compagnies pétrolières au Nigeria, et ont été la plupart du temps réprimés dans la violence, Chevron-Texaco n'hésitant pas à transporter dans ses hélicoptères des militaires ouvrant le feu sur des manifestations pacifiques [4]. En outre, l'année passée le régime nigérian a décidé de doubler le prix des carburants fossiles pour la population, qui s'est alors retournée vers le bois pour faire la cuisine, accélérant encore plus la déforestation.



De 1971 à 1992, Texaco s'est activée en Équateur à l'exploitation du pétrole dans la zone de l'Oriente située au cœur de la forêt vierge du Nord, où vivent de nombreux groupes indigènes, et à la construction d'un oléoduc trans-andin. Au plus fort de ses opérations, elle ne déversait pas moins de 15 millions de litres par jour d'eaux polluées aux métaux lourds par l'extraction du pétrole dans des excavations à ciel ouvert, les estuaires et les rivières. Elle a laissé derrière elle plus de 600 de ces excavations, qui s'écoulent vers les nappes phréatiques et privent les populations d'eau potable, sans parler de la pollution des sols. Par endroits, le taux de cancers est de 1000 fois supérieur à la normale [5].

La fusion de Chevron (ex-Socal) et Texaco, annoncée en 2000 et concrétisée en 2001, en a fait la quatrième compagnie pétrolière mondiale après Exxon-Mobil, BP-Amoco et Royal Dutch/Shell. Cependant il n'est pas inutile de préciser que ce classement est basé sur des chiffres de réserves déclarées par les compagnies,

qui n'ont pas grand chose à voir avec les véritables données techniques. En outre, toutes ces compagnies devraient logiquement déclarer qu'elles ont au moins doublé leurs réserves en annexant les gisements irakiens, et leurs actions augmenter en proportion. On peut déjà constater qu'elles annoncent des profits records dans leurs derniers rapports annuels, aidées par la hausse du baril. La principale implantation de Chevron-Texaco aujourd'hui, en dehors du Nigeria, se situe au Kazakhstan, où durant les années 90 une ancienne membre de son conseil d'administration, Condoleezza Rice, a négocié grâce à sa connaissance de l'ex-URSS des concessions auprès du président ex-KGB Nazarbayev, qui fait en sorte de maintenir un climat favorable aux affaires (sic). Mais la rentabilité de ces investissements y est conditionnée par l'exploitation optimale du pipeline Bakou-Tblissi-Ceyhan, en concurrence directe avec les systèmes russes [6].

ChevronTexaco Corp est présidé par David J. O'Reilly. À son conseil d'administration figurent aujourd'hui aussi bien Carla Anderson Hills, la négociatrice de Bush père pour la libération du commerce international, que l'ancien sénateur Sam Nunn. Ce dernier préside aux destinées du Center for Strategic & International Studies (CSIS) [7], un think tank où le vice-président Cheney joue un rôle central et qui n'a pas manqué d'appeler à l'invasion de l'Irak. La firme est en outre, le premier contributeur privé des partis politiques états-uniens.

Arthur Lepic

- [1] « The Seven Sisters », par Anthony Sampson, Bantam Books, 1976.
- [2] Pour l'histoire détaillée de la Standard Oil / Exxon-Mobil, voir l'article « Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'Empire », Arthur Lepic, *Voltaire*, 26 août 2004.
- [3] Trading With the Ennemy, An Exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949 par Charles Higham, Delacorte Press.
- [4] À ce sujet voir également « Shell, un pétrolier apatride », par Arthur Lepic, *Voltaire*, 18 mars 2004.
- [5] Pour davantage de renseignements sur les activités de Texaco en Équateur, voir « Les indigènes équatoriens intentent un procès à Texaco », par Sergio Caceres, Voltaire, 18 novembre 2003.
- [6] Plus d'infos sur le BTC dans *« Les dessous du coup d'État en Géorgie »*, par Paul Labarique, *Voltaire* du 7 janvier 2004 et *« L'Azerbaïdjan, un poste colonial avancé »*, par Arthur Lepic, *Voltaire* du 10 septembre 2004
- [7] « CSIS, les croisés du pétrole », Voltaire, 6 juillet 2004.

Chaque jour, Tribunes libres internationales présente un résumé et une mise en perspective des principales analyses et prises de positions des décideurs mondiaux sur les relations internationales.

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La révolution des tulipes en question

Analyse

Dans une longue interview au quotidien japonais Asahi Shimbun, le président français, Jacques Chirac, passe en revue les grandes questions de politiques internationales actuelles. Il profite de cet entretien pour rappeler son attachement au Japon où il se rendra le 26 mars pour la quarante-cinquième fois. Il exprime son souhait de voir le traité constitutionnel ratifié pour donner plus de poids à l'Europe et demande le soutien du Japon pour ramener les États-Unis sur la voie du multilatéralisme. Il rappelle d'ailleurs son opposition à l'implication de troupes françaises en Irak et s'associe à la demande de Gerhard Schröder de réformer l'OTAN. Toutefois, une bonne part de l'entretien porte sur des questions ayant un intérêt plus direct pour les Japonais. Ainsi, le président français soutient l'effort de négociation multipartite avec la Corée du Nord et affirme que la France milite en faveur de l'entrée du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, la grande question qui intéressait les Japonais était la levée de l'embargo sur les armes en direction de la Chine décidée par l'Union européenne. Pour Jacques Chirac, il s'agit d'une levée symbolique de sanctions qui n'ont plus lieu d'être. Cela ne signifie pas que l'UE équipera Pékin en matériel militaire dont la Chine n'est pas demandeuse. Cette levée de l'embargo permettra d'ouvrir un meilleur dialogue et donc de mieux intégrer la Chine dans la scène internationale, pré-condition de sa libéralisation. Il invite le Japon à se rapprocher de la Chine en s'inspirant du modèle franco-allemand afin de constituer un pôle du monde multipolaire qu'il appelle de ses vœux. La Chine ne sera plus un risque pour le Japon si leur partenariat s'instaure. Cette vision géopolitique n'est évidemment pas partagé par les analystes atlantistes qui poursuivent la dénonciation du mercantilisme européen et plus spécifiquement français. Dans le Taipei Times, l'ancien vice-Premier ministre suédois Per Ahlmark accuse ainsi Paris et Pékin de corruption des

gouvernements européens. Ces deux pays se seraient entendus pour faire pression sur les groupes industriels européens pour qu'ils poussent les gouvernement à lever l'embargo. A cause de leur action, les armes européennes seront bientôt utilisées contre les États-Unis. Comme la Suède a accepté la levée de l'embargo, l'auteur appelle les citoyens suédois à faire battre aux élections, les dirigeants s'étant associées à cette décision. Il se montre toutefois confiant sur le report de cette levée de l'embargo. Même son de cloche chez l'analyste Timothy Garton-Ash. Dans le *Guardian* et le *Los Angeles Times*, il préconise que l'UE cesse d'écouter le mercantilisme français et s'entende avec les États-Unis sur la conduite à adopter, c'est à dire, qu'elle suive l'avis de Washington. Ces deux auteurs répètent les mêmes arguments et insistent sur le fait que si l'Europe vend des armes à la Chine, c'est pour qu'elles soient utilisées contre les troupes états-uniennes. Il s'agit là d'une façon de reconnaître que, dans leur analyse, le conflit entre Washington et Pékin est inévitable.

Dans ce possible conflit à venir, le Kirghizistan est une place stratégique de choix compte tenu de sa position géographique. Cet État accueille, en outre, des bases militaires russes et états-uniennes.

Or dans ce pays vient de commencer ce que certains qualifient de « révolution des tulipes », en référence aux autres « révolutions colorées » organisées par la NED/CIA dans les anciennes Républiques soviétiques. Beaucoup d'observateurs ont été surpris du caractère soudain d'un coup de force que beaucoup pensaient ne devoir advenir qu'avec les élections présidentielles du 25 octobre. Toutefois, cette « révolution » ressemble bien plus à un putsch classique qu'à la forme employée en Géorgie et en Ukraine et s'appuie sur des divisions ethniques fortes. Quoi qu'il en soit, ces événements sont interprétés par la presse russe comme un nouveau coup de force de l'Occident contre la sphère d'influence russe, alors même qu'il n'y a aucune manifestation anti-russe.

Pour l'analyste Alexeï Makarkine dans le journal anti-Poutine *EJ*, personne ne contrôle actuellement ce qui se passe au Kirghizistan. L'opposition du Sud, a voulu utiliser des techniques inspirés des « révolutions colorées », mais elle a mêlé à cette apparence de putsch post-moderne des techniques plus proches de celles des révolutionnaires soviétiques de 1917. Aujourd'hui, rien ne dit que les initiateurs de la rébellion contrôlent encore la rue. Ces propos sont démentis par les dirigeants de l'opposition kirghize. Ainsi, dans une interview aux Izvestia accordée avant la prise du palais présidentiel par l'opposition, l'ancienne ambassadrice kirghize à Londres et leader de l'opposition, Rosa Otunbaeva, affirme que l'opposition dirige bien les manifestants et que l'objectif est de renverser le pouvoir central. Elle demande à l'OSCE de servir d'intermédiaire avec le pouvoir, même si elle refuse toute négociation directe de l'opposition avec Askar Akaïev. Elle reconnaît également avoir pris contact avec l'ambassadeur des États-Unis dans le pays. Cette après midi, les manifestants ont libéré l'ex-général Félix Koulov, dont la libération était exigée par le Congrès états-unien et la Freedom House de James Woolsey.

L'ancien Premier ministre Kirghize et aujourd'hui membre de l'opposition, Kurmanbek Bakiev, déclare pour sa part dans une interview à *Trud* que l'opposition n'avait pas l'intention de lancer une « révolution colorée », mais que le pouvoir l'y a poussé. Il affirme que si le pouvoir ne bouge pas, le Sud du pays pourrait faire sécession. Or, le Sud est une région où les Ouzbeks sont majoritaires et qui a été parcourue par des tensions séparatistes dans les années 80 et 90, il ne s'agit donc pas d'une menace à prendre à la légère, tout comme il

n'est pas certain que l'opposition n'a pas lancé une mécanique qui va entraîner une guerre civile. Toutefois, depuis la publication de ce texte, l'auteur a été désigné président et Premier ministre par intérim jusqu'à l'organisation d'élections, mais le flou demeure sur la démission réelle ou non d'Askar Akaïev, président élu et légitime du Kirghizistan.

Toute cela peut encore dégénérer en guerre civile. C'est ce que redoute l'ancien député vert autrichien et ancien observateur de l'OSCE, Karl Öllinger. Pour lui, la crise est multidimensionnelle et cache aussi bien des revendications sociales qu'ethniques. Dans *Der Standard*, il affirme que le principal problème des élections a été le passage d'un scrutin proportionnel à un scrutin majoritaire qui a fait disparaître certaines populations de la représentation nationale, pas l'absence de transparence du vote. Il craint que cette crise n'entraîne le pays dans un chaos qu'il sera bien difficile d'arrêter.

Aucun commentateur n'envisage que Moscou ait pu délibéremment précipiter les événements, pour court-circuiter l'opération programmée par la NED/CIA à l'occasion de l'élection présidentielle d'octobre, pour se débarasser d'Askar Akaïev et placer au pouvoir les leaders pro-russes qui étaient passés dans l'opposition.

Réseau Voltaire

Jacques Chirac



Jacques Chirac est président de la République française.

« Favoriser l'engagement et la responsabilisation de la Chine sur la scène internationale »

Source : Asahi Shimbun

Référence : « Interview accordée par M.Jacques CHIRAC au quotidien japonais Asahi Shimbun », par Jacques Chirac, *Asahi Shimbun*, 21 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview. La référence fournie ici est la transcription en Français de l'interview fournie par les services de presse de l'Élysée.

Je vais bientôt aller au Japon pour la quarante-quatrième ou la quarante-cinquième fois, et cela pour trois raisons. D'abord, je vais apporter le soutien de la France à la candidature d'Aichi pour l'Exposition universelle. Ensuite, les relations politiques, économiques et culturelles entre nos deux pays sont excellentes et il était normal que j'aille faire le point avec M. Junichiro Koizumi. Enfin, cela faisait longtemps que je n'étais pas allé au Japon, près de cinq ans, et cela était devenu insupportable pour moi. Cette visite me donnera l'occasion d'assister à une journée du tournoi de sumo et de dîner avec les lutteurs. On dit que les relations entre la Chine et le Japon ne sont pas bonnes, mais je n'irai pas jusque là. Je fais confiance à la sagesse des dirigeants des deux pays pour régler ce problème dans la tolérance et dans la paix. La politique étrangère de la France a pour objectif prioritaire, comme celle du Japon, la paix et la sécurité internationales. C'est donc d'abord au regard de cet objectif qu'est

examinée la question de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Chine, en ayant bien entendu à l'esprit les préoccupations de nos partenaires et alliés. Je tiens à rassurer les Japonais, cette levée de l'embargo ne signifie pas que nous allons vendre des armes à la Chine, qui d'ailleurs ne le demande pas. Il s'agit d'un moyen de normaliser nos relations avec la Chine. Cette mesure ne correspond plus à la réalité des faits après 15 ans. La Chine n'est plus un pays marginalisé comme le prouve le choix de Pékin pour les Jeux olympiques de 2008 et de Shanghaï pour l'Exposition universelle de 2010. Le Japon, l'Australie, le Canada et bien d'autres l'ont compris depuis longtemps. En outre, la levée de l'embargo ne veut pas dire non plus levée des contrôles sur les exportations d'armement. Nous mettrons en place des systèmes de contrôle rigoureux dont nous discuterons avec M Koizumi. Plus généralement, ma conviction est que le dialogue que l'Europe développe avec la Chine contribue au progrès de nos valeurs, au respect des règles internationales et à la stabilité du monde. Je note qu'Européens et Japonais se rejoignent pleinement sur la nécessité de favoriser l'engagement et la responsabilisation de la Chine sur la scène internationale.

Contrairement à ce qu'on entend, je ne pense pas que le Japon recule face à l'économie chinoise. Le Japon reste une économie plus importante que celle de la Chine, dont il est l'un des principaux partenaires économiques. Il a su tirer profit de la croissance chinoise. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur ce que devraient être les relations entre le Japon et la Chine, mais j'observe que l'Asie et le monde ont tout à gagner de relations politiques et économiques aussi structurées et denses que possible entre ces deux grandes puissances. Comme la France et l'Allemagne l'ont compris, de bonnes relations entre voisins viennent aussi de l'acceptation commune de leur passé.

La France a toujours soutenu l'entrée du Japon et de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Japon a une place éminente sur la scène internationale. Nous apprécions son soutien au multilatéralisme et son sens des responsabilités ; en témoignent le niveau élevé de son aide publique au développement ou sa participation à des missions de paix. Nous sommes unis par les mêmes valeurs démocratiques et nous pouvons favoriser l'affirmation d'un ordre international plus juste et plus sûr, fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies. Sur les grandes questions internationales, j'observe que la France et le Japon ont des positions proches. Nous l'avons observé lors du sommet de Kyoto sur le réchauffement de la planète et lors du sommet du G8 d'Okinawa où nous avons défendu côte à côte la création du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

La France partage la préoccupation du Japon sur la question nucléaire nord-coréenne. Il est hors de question qu'un pays puisse rompre ses engagements internationaux. Par contre, il est normal que les pays qui respectent leurs obligations en matière de non-prolifération et qui apportent la preuve de la nature pacifique de leurs ambitions puissent bénéficier des technologies nucléaires. C'est le sens des négociations du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France avec l'Iran. Tel est aussi le but des négociations qui se déroulent dans le cadre à six avec la Corée du Nord et qui sont fermement soutenues par la France et toute l'Union Européenne. L'Europe est prête, si les parties le souhaitent, à s'impliquer plus directement dans la recherche d'un règlement de la crise nord coréenne. Elle conçoit son rôle en appui des pays de la région avec lesquels nous sommes en contact étroits.

Lors de la visite du président George W. Bush à Bruxelles, nous avons noté avec

satisfaction son attachement à l'OTAN et à la construction européenne. La rencontre avec les membres du Conseil européen a souligné la nécessité pour les États-Unis et l'Europe, confrontés aux mêmes défis, de travailler ensemble. Le monde dans lequel nous vivons est un. Personne ne peut en résoudre seul les problèmes. Nous sommes tous conscients que notre action n'est jamais aussi efficace que lorsque l'Europe et les États-Unis, mais aussi d'autres puissances comme le Japon, unissent leurs forces. Les États-Unis et la France ont une histoire commune aussi vieille que l'indépendance. Notre relation est riche et elle s'est approfondie ces dernières années, malgré nos divergences sur l'Irak. Nous coopérons d'ailleurs dans de nombreux domaines avec ce pays. Nous souhaitons toutefois, comme de nombreux pays de la communauté internationale, que Washington se réengage dans la voie du multilatéralisme. C'est vrai par exemple du Protocole de Kyoto, de la Cour Pénale Internationale, du développement. Le déplacement du Président Bush a confirmé la nécessité pour les Américains et les Européens de travailler ensemble. La France y est évidemment prête. Cela passera peut-être par une refonte de l'OTAN, comme l'a suggéré Gerhard Schröder.

Pour l'Irak, la France pense qu'il faut au plus vite au peuple irakien la pleine maîtrise de son destin. Nous participons donc à la formation de la police irakienne et nous avons fait un effort de plusieurs milliards de dollars pour supprimer 80 % de la dette irakienne. Nous poursuivrons les coopérations engagées avec le Japon et l'Allemagne en Irak dans les domaines de la formation des cadres, des responsables régionaux d'irrigation et archéologues. Cependant toutes les composantes de la société irakienne ne se reconnaissent pas encore dans le processus politique. Il faut donc le poursuivre en créant les conditions d'un vaste dialogue national.

Au Proche-Orient, la France constate avec satisfaction que l'élection de M. Mahmoud Abbas et le souhait du gouvernement israélien de se désengager de la bande de Gaza, offrent une occasion de relance du processus de paix que la communauté internationale s'attache à saisir. La France soutient ces mouvements et souhaite la mise en œuvre de la "feuille de route ". Nous plaidons pour l'organisation d'une conférence internationale dans la période qui suivra le désengagement de Gaza.

En Europe, le traité instituant une constitution pour l'Europe est à la fois le couronnement de l'œuvre européenne engagée avec le Traité de Rome et le point de départ d'une nouvelle ambition pour notre continent. Il était naturel, dans la pratique française de la démocratie, qu'un texte d'une telle envergure, qui engage l'avenir, soit directement présenté à l'approbation des citoyens. Nous avons devant nous quelques semaines pour informer les Français sur la nature de ce texte. Je souhaite souligner son importance pour la France car l'Europe est aujourd'hui le cadre naturel de notre action, le lieu où s'enracine un modèle de développement économique et social qui nous est propre, mais aussi qui nous est cher. L'enjeu du traité constitutionnel, c'est bien de confirmer solennellement cette volonté, de consolider une communauté de valeurs, autour d'objectifs partagés. Nous le faisons en améliorant encore un ensemble institutionnel qui est plus qu'une organisation internationale classique, mais qui n'est pas un État. Nous devons, en nous appuyant sur nos diversités, construire une Europe forte. Car dans le monde, l'Europe a aussi un rôle à jouer. Elle doit faire entendre sa voix dans ce monde multipolaire : elle a un message à porter, des valeurs à défendre, une certaine conception des relations internationales.

Per Ahlmark



Per Ahlmark, auteur et journaliste, est ancien vicepremier ministre de Suède. Il est connu pour ses prises de positions proaméricaines et violemment anticommunistes. Il a été le supérieur d'Hans Blix lorsque l'auteur était responsable de l'organisation des jeunesses libérales de Suède en 1960. Il est l'un des dirigeants de l'ICCA, une très discrète structure de relations publiques mise en place par le viceministre israélien des Affaires étrangères, Michael Melchior, après la conférence de Durban. Cet organisme s'emploie depuis trois ans à répandre dans les médias internationaux l'idée selon laquelle la Belgique et la France seraient des États antisémites.

« Lever l'interdiction des ventes d'armes à la Chine pourrait relancer la course aux armements en Chine »

Source: Taipei Times

Référence : « Lifting weapons ban on China could spark Asian arms race », par Per Ahlmark, *Taipei Times*, 24 mars 2005.

Quand l'unification européenne a été amorcée, cela devait permettre de construire une union protégeant les Européens du chantage politique. Aujourd'hui, nous voyons que cela ne protège pas l'Union européenne de la corruption quand la Chine et la France travaillent de concert. Notons toutefois que la levée de l'embargo sera sans doute repoussée grâce aux pressions états-uniennes et à l'agressivité chinoise.

La stratégie chinoise est simple et brutale : la plus grande dictature du monde veut détruire et occuper la première démocratie chinoise de l'Histoire : Taïwan. Pour cela, il lui faut des armes sophistiquées. Les États-Unis n'exporteront pas ces armes, mais si l'Europe les lui offre, alors l'armée de libération populaire pourra vaincre Taïwan. La Russie fournit déjà des armes à la Chine mais évite de vendre du matériel sensible, car le Kremlin considère toujours Pékin comme une menace. Toutefois, si l'Union européenne entre dans ce marché, les Russes seront tentés de vendre également leurs meilleures armes. Ce nouvel armement chinois et la crise nord-coréenne pourrait pousser une douzaine de pays à renouveler leurs forces armées. La levée de l'embargo va aboutir à une course aux armements en Asie.

Comment la Chine et la France ont-ils manipulé l'Union européenne pour qu'elle s'associe à cela ? La France considère les armes comme un moyen de faire des affaires et comme le Premier ministre Jacques Chirac avait vendu un réacteur nucléaire à Saddam Hussein, le président Jacques Chirac s'apprête à vendre des armes à une autre dictature. Ensuite, la Chine a menacé les autres pays européens de mesures de rétorsion économique en cas de non-levée de l'embargo. Les Européens ont totalement oublié Taïwan et se contentent d'évoquer un « code de bonne conduite ». Bientôt, pourtant, peut-être que la Chine utilisera des armes européennes contre les troupes états-uniennes venant défendre une démocratie de 23 millions d'habitants, 60 ans après avoir délivré l'Europe. Je suis choqué par l'accord de la Suède pour cette levée de l'embargo. Il n'a eu lieu que grâce à la collusion du Premier ministre Göran Persson et du dirigeant conservateur Fredrik Reinfeldt, afin que cette vente ait lieu au profit des grands groupes suédois. J'espère qu'ils devront en assumer les conséquences électorales.

Timothy Garton Ash



Historien de la chute du communisme, Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy et l'auteur de History of the Present.

« Chasser le dragon »

Source: The Guardian, Los Angeles Times

Référence : « Chasing the dragon », par Timothy Garton Ash, *The Guardian*, 24 mars

« Selling Out for a China Deal ? », Los Angeles Times, 24 mars 2005.

Bonne nouvelle, il semble que l'Union européenne s'apprête à repousser la levée de l'embargo sur les armes en direction de la Chine au moins jusqu'à l'année prochaine. Mauvaise nouvelle, il a fallu une intervention états-unienne pour cela.

Les Européens affirment avoir une valeur morale supérieure à George W. Bush en se basant sur une tendance à chercher des résolutions pacifiques aux conflits. Pourtant, au début du mois, la Chine a adopté une loi qui autorise l'emploi de « moyens non-pacifiques » pour empêcher l'indépendance de Taïwan, terme orwellien pour désigner la guerre. Dans le domaine des Droits de l'homme, Amnesty International estime que des dizaines de milliers de personnes continuent d'être emprisonnées en violation de leurs droit de libre expression, d'association et ont de grands risques d'être torturés. En dépit de la libération de quelques prisonniers politiques célèbres, la situation ne s'est pas améliorée depuis le massacre de Tiananmen en 1989 qui avait provoqué le début de l'embargo.

Certains à Bruxelles, Paris et Berlin affirment que la Chine est en train d'émerger de la dictature communiste et que ce pays est sur la voie de la modernisation. C'est la voie européenne qui est donc proposée en levant l'embargo : le changement par la détente. En outre, l'Union européenne affirme qu'il ne s'agit que d'une levée symbolique de l'embargo. En fait, à l'automne 2003, le ministre des Affaires étrangères chinois avait posé la levée de l'embargo comme condition à une relance des relations bilatérales avec l'Union européenne. Jacques Chirac a sauté sur l'occasion et s'est montré docile avec Pékin en échange de contrats et de l'appui de la Chine à son modèle de « monde multipolaire ». Il s'agit d'une approche purement mercantile. L'objectif est de développer les contrats civils, mais aussi militaires. La ministre de la Défense française a même recommandé à la Chine d'acheter des technologies européennes plutôt que de développer les siennes.

Les parlementaires états-uniens, s'imaginant que bientôt des missiles européens pourraient frapper des bateaux états-uniens, ont menacé les entreprises européennes de sanctions économiques et cela va repousser la levée de l'embargo. toutefois, les États-Unis aussi exportent des armes en Chine. Aujourd'hui, Pékin utilise l'Union européenne contre les États-Unis comme Henry Kissinger l'avait utilisée contre l'URSS. Il faut donc une entente transatlantique sur l'attitude à adopter.

Rosa Otunbaieva



Ancienne ambassadrice d'URSS en Malaisie (1991-1992), ancienne ministre des Affaires étrangères kirghize et ancienne ambassadrice à Londres (1996-2004), Rosa Otunbaieva est codirigeante du parti d'opposition Ata-Jurt (Patrie). Elle n'a pu se présenter aux dernières élections législatives car elle n'était pas domiciliée au Kirghizistan, bien qu'elle ait voulu faire prévaloir que l'ambassade de Londres était un territoire kirghize.

« Notre prochain objectif : la capitale et l'administration présidentielle »

Source: Izvestia

Référence : « •••• ••••• », par Rosa Otunbaeva,

Izvestia, 22 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je continue d'affirmer qu'aucune négociation n'est possible avec le pouvoir ; si Bektour Assanov [1] a proposé de négocier, c'était par pure stratégie. Hier la situation était critique à Jalal Abad. Dans la journée, il y avait environ 20 000 personnes dans la rue et le soir 50 à 60 000. La milice ne voulait pas déposer les armes, c'est là que les leaders de l'opposition ont commencé à téléphoner au gouvernement pour lui demander d'arrêter ces fous. Leur appel était uniquement destiné à assurer la sécurité des gens dans la rue.

De nombreux membres des forces de l'ordre sont passés de notre côté, des miliciens sont rentrés se changer à la maison et sont ressortis dans la rue avec les manifestants, certains ont juré fidélité au peuple et seront désormais à nos côtés. Les coordinateurs du mouvement d'opposition « Unité Populaire » ont mené des discussions avec les représentants de l'OSCE hier et aussi avec l'ambassadeur américain. L'OSCE nous a proposé de servir de médiateur, nous sommes d'accords sur le principe d'une participation de leur part, mais pas financière car nous avons de l'argent.

Certains politologues russes disent que le pouvoir est solide en Kirghizie et qu'il sera donc plus difficile qu'en Ukraine ou en Géorgie de le renverser. Ils sont très forts, assis chez eux à réfléchir, mais ils ne sentent pas l'atmosphère qui règne ici, nous menons la révolution à notre manière et j'espère que nous atteindrons notre but. Ne tuez pas nos espérances. Nous contrôlons déjà six des sept provinces de la région d'Osh, cinq sur huit dans la région de Djalal Abad et bien d'autres encore, cela représente environ la moitié de la Kirghizie. Notre prochain objectif est, bien sûr, la capitale et l'administration présidentielle.

[1] un des meneurs de l'opposition à Jalal Abad

Kurmanbek Bakiev



Premier candidat à s'être déclaré à l'élection présidentielle kirghize du 25 octobre, Kurmanbek Bakiev est ancien Premier ministre du Kirghizistan (2000-2002). Il est député et dirigeant du bloc d'opposition For People's Power. Il a été désigné le 25 mars 2005, président et Premier ministre du Kirghizistan par l'opposition.

« Kirghizie : la révolution ou les tulipes ? »

Source: Trud

Référence : « •••••• : •• •• "••••••• ? ? », par Kurmanbek Bakiev, *Trud*, 22 mars

2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Environ 30 000 personnes venues de toute la Kirghizie sont arrivées à Djalal Abad et dans d'autres centres régionaux en dénonçant la falsification des résultats des dernières élections. Les leaders de l'opposition ont demandé au pouvoir et à la cour de justice d'examiner les nombreux cas d'infractions pendant ces élections mais aucun n'a été entendu. Le président n'a pas réagi non-plus, c'est pour cela qu'à ces exigences d'annulation des élections faites par l'opposition est venue s'ajouter celle du départ pur et simple du président. Il ne s'agit pas d'une façon de résoudre un problème politique par la méthode des manifestations de masse. Si nous avions planifié à l'avance une « révolution colorée », nous n'aurions pas participé aux élections. Nous voulions respecter les règles, mais comme le pouvoir lui-même les enfreint, qu'il s'adonne au trucage des élections, alors nous changeons de méthode. À Djalal Abad et dans le Sud, le pouvoir est entre les mains de l'opposition et la milice aussi est de son côté. Nous allons réunir un Kurultay [1] où seront présents les représentants de toutes les villes et régions de Kirghizie. Ce ne sera pas facile à organiser ; le pouvoir bloque la capitale, il installe partout des postes de contrôle. Si la position du gouvernement ne change pas, je n'exclue pas que les évènements prennent une tournure vraiment radicale. Le sud du pays pourrait déclarer son autonomie et former un état indépendant.

[1] assemblée populaire

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences

« Ni une victoire démocratique, ni une descente dans l'anarchie »

Source : Daily Star

Référence : « Neither a democratic victory nor a descent into anarchy », par Shlomo

Avineri, Daily Star, 23 mars 2005.

Les élections du 30 janvier en Irak ont montré la complexité des conséquences du renversement de Saddam Hussein. Il faudra du temps pour juger les conséquences de l'invasion états-unienne. Toutefois, ceux qui annonçaient

politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

l'apocalypse se sont trompés : les élections n'ont pas été la débâcle annoncée, la participation été élevée et malgré la prolifération des listes, on voit une majorité se dégager à l'assemblée irakienne. Toutefois, le boycott sunnite a pour conséquence une assemblée irakienne ne reflétant pas de façon adéquate la mise en place d'un gouvernement stable et cohérent. Cependant, malgré ses imperfections, cette élection marque un tournant dans l'histoire irakienne : la fin de la domination sunnite.

Si les électeurs kurdes et chiites ont suivi leurs dirigeants communautaires et ont voté, ce n'est pas par attachement à la démocratie mais parce qu'ils ne veulent plus être sans pouvoir. C'est également la raison du boycott sunnite. Ces derniers n'acceptent pas leur perte de pouvoir. Toutefois, le jury n'a pas encore rendu son verdict concernant la transformation de l'Irak. Rien ne dit que les élus, peu habitués à cet exercice, parviendront à former une coalition. Il n'y a pas non plus de garantie que l'on n'aboutira pas à une théocratie à l'iranienne, même si les propos des chiites sont plutôt rassurants. Difficile également de savoir comment évoluera la question kurde.

On s'oriente sans doute vers une situation marquant peu de différences par rapport à ce qui se passait avant les élections. Nous n'assistons ni à une victoire de la démocratie, ni à une descente dans l'anarchie. Toutefois, la fin de l'hégémonie sunnite est un fait. L'émergence d'un pays arabe dominé par les chiites aura de grandes conséquences pour la cohésion du nationalisme arabe.

Karl Öllinger



Ancien député vert autrichien de Vienne, Karl Öllinger a été observateur de l'OSCE pendant les élections kirghizes.

« La révolution va-t-elle avoir lieu en Kirghizie ? »

Source : Der Standard

Référence : « Steht in Kirgisien eine Revolution bevor ? », par Karl Öllinger, *Der Standard*, 22 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

D'après moi, la proposition de réexaminer les résultats des législatives était une tromperie car le problème se situe en dehors de la falsification en elle-même. Les protestations étaient plutôt dirigées vers le nouveau mode électoral. Les élites sont privilégiées par le passage de la proportionnelle au scrutin majoritaire. Dans certaines régions, des minorités ont obtenu la majorité, à Osh le découpage a été fait de telle manière que la minorité ouzbek n'a plus de représentation politique. Il était clair pour moi que le simple fait de revoir les résultats ne suffirait pas à calmer la colère de la population. J'ai été observateur pour l'OSCE, mais uniquement à Bichkek, je ne sais pas si la révolution va avoir lieu mais je pense que les motifs économiques, le fossé entre les riches proches du pouvoir et une minorité de pauvres, ainsi que les différends ethniques, rendent la poursuite du mouvement probable.

Les Russes et les Américains ont des bases militaires en Kirghizie. Aux Américains, le président Askar Akaïev a fait comprendre à demi-mots dans des journaux anglophones que s'ils ne restaient pas de son côté, la présence de leur troupe serait compromise. Les États-Unis défendent leurs intérêts géopolitiques

et il leur est égal de savoir à quel point les structures du pays sont démocratiques. Il est aussi intéressant de constater que l'on parle de plus en plus souvent de la vallée de Ferghana, située à la frontière de trois pays (Ouzbékistan, Tadjikistan) comme d'un refuge pour les fondamentalistes islamistes

Le conflit actuel serait à comparer avec la Biélorussie plutôt qu'avec l'Ukraine, les médias ne soutiennent pas l'opposition, une seule petite chaîne de télévision parle parfois des manifestations. Je suis assez pessimiste, même si le gouvernement tombe, je ne vois pas qui pourrait assurer la stabilité. Il y a de nombreux partis d'opposition mais il n'y en a guère qui puisse atteindre les 10 %. Il faudrait une personnalité qui dépasse le cadre des partis pour l'unifier. Il reste aussi le conflit des nationalités qui couve.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. Voltaire est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. Voltaire est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 \in , Belgique 1,12 \in ; Canada 3 \ddagger ; Espagne 1,09 \in ; France 0,56 \in ; Hong-Kong 1 \ddagger ; Luxembourg 2,23 \in ; Nouvelle-Zelande 2,99 \ddagger ; Pays-Bas, 1,15 \in ; Royaume-Uni 1,5 £; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 \in , institutions et sociétés 50 \in . annuel : particuliers 72 \in , institutions et sociétés 180 \in .

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .